

## **Appel pour retrouver un sens politique à la lutte qui se mène aujourd'hui sur la ZAD**

*Ce texte est le fruit d'une longue réflexion à plusieurs qui nous avait conduits à publier une première analyse (« À Notre-Dame-des-Landes, comme ailleurs, seul un territoire en lutte peut s'opposer à la normalisation industrielle agricole ») quelques jours avant le rendez-vous du 10 février 2018 sur la ZAD, à la suite de la décision gouvernementale d'abandonner le projet d'aéroport. Le processus de négociation que nous critiquions alors enferme désormais le devenir de la ZAD. Ce nouvel appel ne se veut pas une réaction à une actualité derrière laquelle nous serions éternellement à la traîne. Il est publié quelques heures avant l'annonce gouvernementale qui doit fixer le nom des personnes qui auront le droit de mener un projet agricole sur la ZAD.*

Nous, agriculteurs, agricultrices et habitants des campagnes, engagés dans un conflit contre la normalisation industrielle des campagnes largement organisée par les administrations agricoles, avons eu l'occasion de prendre part à maintes reprises à la lutte qui se mène à Notre-Dame-des-Landes depuis des années. Comme des milliers de personnes, nous n'y avons pas seulement reconnu une lutte contre un aéroport, mais tout autant un territoire et des habitants qui ont su, pendant 10 ans, se libérer d'une emprise administrative qui industrialise les campagnes à marche forcée. Derrière les multiples cabanes, les fromages, la viande, les animaux, les semences, les légumes, les céréales, le non-marché, etc. nous y avons reconnu une autonomie et une liberté reconquise en tenant à distance les administrations, leurs normes et leurs contrôleurs.

Là où chacun dans nos campagnes nous tentons de manière chaque fois trop isolée de ne pas mettre de puces électroniques aux oreilles de nos animaux, d'abattre nos animaux à la ferme, de fabriquer nos fromages hors des normes d'hygiène qui les aseptisent, de contourner les normes de sécurité sanitaire qui interdisent les pratiques paysannes, voire éliminent en masse les troupeaux, de ne pas répondre aux injonctions de traçabilité qui ne servent que d'argument publicitaire pour écouler la merde industrielle, de construire nos hangars et nos maisons à l'encontre des Plans Locaux d'Urbanisme qui font des zones agricoles des zones industrielles comme les autres, la ZAD a longtemps montré que le rapport de force avec l'État est le seul moyen de libérer nos pratiques et nos imaginaires.

### **Où est la division ?**

Depuis l'abandon de l'aéroport, l'opération militaire et le processus de négociation orchestré par la préfecture ont fracturé la ZAD et fait perdre de vue à beaucoup le sens politique du conflit en cours. Cette fracture imposée par l'État est aujourd'hui reprise à leur compte par une grande partie des personnes toujours impliquées dans le conflit. Quiconque met les pieds sur la ZAD peut aujourd'hui prendre la mesure de la réussite provisoire de la manœuvre étatique de division. Grossièrement, une ligne de partage séparerait une zone dévastée (à l'Est) d'une zone d'avenir potentiel (à l'Ouest). Et il faudrait surmonter cette séparation pour laisser la place à la normalisation négociée de la ZAD. Mais cette spatialisation révèle une tension politique dont il nous faut définir les acteurs et les pratiques.

Dans le même temps, alors que les « expulsés » tentent toujours de reconquérir leur territoire ravagé, nombre de citoyens opposants à l'aéroport accentuent l'opération de division en opposant les habitants « jusqu'aboutistes », « radicaux » ou « mauvais » et les « raisonnables »,

« légalistes », ou « bons », tentant par là de marginaliser et décrédibiliser les premiers en militant pour un retour à la normale, c'est-à-dire à l'État de droit, niant du même coup toute la portée politique de l'affront à ce même État de droit que constitue la ZAD depuis 10 ans.

Au sein même des habitants de la ZAD, cette division a trouvé son vocabulaire. Il y a désormais les « anti-autoritaires » et les « autoritaires », décliné sous la forme « inorganisés » et « organisés », ou encore les « pauvres en capital social » et les « riches en capital social », entre « faibles » et « puissants », ou, plus ostracisant, entre « chieurs-punk-à-chien-relous-anarchistes-primitivistes-schlags-bouffons » et « stratèges-pragmatiques-intellos ».

Ces divisions, désormais inscrites comme événement médiatique, fabriquent des figures spectaculaires forcément réductrices qui ont surtout le mérite d'occulter le sens politique de ce qui se joue actuellement sur la ZAD.

Que des conflits internes aient préexisté à ces divisions médiatiques, et qu'ils puissent éclairer la partition actuelle, est une donnée dont nous n'allons faire ici l'histoire<sup>1</sup>, tout simplement parce que nous n'y avons pas pris part et que la situation présente est suffisamment éclairante en elle-même pour prendre parti dans cette division. Regarder simplement les faits et leurs résultats suffit amplement à les juger. Il y a en effet deux camps aujourd'hui, à savoir ceux qui font le jeu de l'État et ceux qui tentent de s'en défaire.

Mais pour juger des faits, il faut déjouer le spectacle qui les entoure, les effets d'affichage dont ils font l'objet et les mensonges qui s'y cachent. Mensonges dissimulés maladroitement derrière les mots « composition », « unité », « force de la diversité » qui sont devenus les slogans publicitaires d'un « âge adulte de la contestation enfin advenu ». Mensonges entièrement discernables dans le fameux texte des « 6 points » que certaines « composantes » de la lutte présentent comme l'incarnation du consensus obtenu après un long apprentissage des compromis et qui donnerait la possibilité à tous d'y trouver leur compte dans une campagne débarrassée d'un aéroport.

Depuis déjà quelques années la création d'une entité juridique revendiquant l'appropriation légitime des terres est devenue la pierre angulaire de la stratégie officielle du mouvement. Une bonne partie du mouvement s'est ainsi reconfortée sur le fait que l'après abandon de l'aéroport était anticipé et que cette solution permettrait à tous les habitants de rester vivre sur la ZAD. Le mensonge est précisément là. Et il éclate malheureusement à la figure de ceux qui en avaient pris la mesure, c'est-à-dire ceux-là même qui ont vu leur habitat réduit en miettes depuis le 9 avril.

## **Pas de LarZad**

Illusion et mensonge, parce qu'en mobilisant l'imaginaire du Larzac et en proposant de reprendre la formule qui a fonctionné là-bas, il s'agissait précisément de nier la singularité de l'histoire de la ZAD depuis 10 ans.

La réussite de la négociation avec l'État au Larzac a donné les résultats que l'on sait parce que les personnes qui occupaient le camp militaire et souhaitaient y rester étaient tous candidats pour devenir « chef d'exploitation ». Une fois le projet du camp militaire abandonné, les terres du Larzac pouvaient tranquillement être reprises en main par des agriculteurs. Au Larzac il n'y eut aucune velléité d'occuper les terres pour remettre en cause une agriculture entièrement prise dans un processus de normalisation industrielle. Personne n'allait s'offusquer du fait que cet arrangement

---

<sup>1</sup> Sur ce sujet on conseille vivement la lecture éclairante de deux textes : « Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation », ainsi que « Le mouvement est mort, vive la réforme ».

avec l'État, qui donnait les terres en gestion aux agriculteurs, permettrait à la firme industrielle « Roquefort société » d'y accroître ses plus-values, enrobées d'une appellation d'origine contrôlée qui donnerait le change à l'exigence de « qualité » qui se faisait jour. L'industrialisation faisait encore l'unanimité dans les campagnes et personne ne voyait encore dans les AOC un enfumage publicitaire qui permettait d'accentuer l'exploitation des sols, des animaux et des humains.

A contrario, à la ZAD la simple appropriation collective des terres ne pouvait pas signifier une quelconque victoire si elle devait advenir. La normalisation industrielle des campagnes n'ayant fait que s'approfondir en 40 ans, c'est tout logiquement que la plupart des gens venus s'installer sur la ZAD l'ont fait en rupture totale avec ces normes industrielles encadrées par une administration agricole toujours plus puissante. Cette vie en sécession avec l'État n'a pu se déployer que parce que le rapport de force permanent sur place a permis, à partir de 2013, de tenir cette administration hors de la zone. Habitats et activités agricoles, notamment, partageaient une parfaite illégalité en même temps qu'ils privilégiaient un rapport poétique et collectif au monde en rupture avec les injonctions productives et individualistes, qui déçoivent les plus passionnés de se faire agriculteurs.

Cette perspective stratégique, qui tente de se réaliser aujourd'hui, était donc un mensonge, au mieux par omission. La prétendue solution d'appropriation « pour tous » ne pouvait pas en être une. Tout simplement parce qu'une fois que l'État remettrait la main sur la ZAD, même en offrant la gestion des terres à une entité juridique portée par le mouvement, il ne pouvait qu'imposer « l'État de droit ». Or le niveau d'illégalité de chacun n'a jamais été également partagé. La régularisation que devait exiger l'État ne pouvait pas concerner tout le monde et pas de la même façon.

Celles et ceux des habitants de la ZAD qui ont pris l'initiative de lancer la négociation avec l'État ne pouvaient pas ignorer qu'ils allaient participer activement à une opération de tri entre les régularisables d'un côté et les autres : c'est-à-dire la majorité, les non-régularisables et les régularisables qui ne voudraient pas se régulariser pour ne pas perdre le sens de ce qu'ils vivaient sur la ZAD.

Il était également évident pour ces apprentis-négociateurs (qui pour la plupart n'ont pas eu leur habitat détruit depuis le 9 avril) que les habitats les plus menacés étaient essentiellement situés à l'est de la ZAD, à la fois parce qu'il n'y avait pas d'habitat en pierre (de fait donc régularisable) mais seulement des cabanes qu'aucun PLU n'accepterait de régulariser, et aussi parce que les vies qui s'y déployaient ne pouvaient pas se fondre dans un statut de chef d'exploitation.

Le « on défend tout le monde » a donc toujours été un mensonge crapuleux, une vitrine présentable pour masquer la réalité. Certains, comme Julien Durand, José Bové ou Françoise Verchère, n'ont pas eu de mal à sortir de cette opération mensongère (dans laquelle les manœuvres de « composition » les tenaient jusqu'au 9 avril) en légitimant l'opération de tri entamée par l'État, c'est-à-dire en légitimant l'expulsion de ceux qu'ils appellent les « jusqu'aboutistes ». D'autres, notamment les habitants de la ZAD engagés dans la négociation, ont encore besoin de faire croire à l'unité et à la solidarité de tous vis-à-vis de tout le monde. Cette unité, factice depuis longtemps, a pourtant volé en éclats depuis que quelques dizaines d'habitants ont décidé de remplir des formulaires de régularisation, c'est-à-dire de participer activement au triage orchestré par la préfecture.

Les négociateurs ont pris soin de ce que la plupart des lieux de vie et des parcelles utilisés par le mouvement soient intégrés dans ces formulaires pour faire vivre cette unité factice des habitants. Le tri était pourtant déjà bien réel, avant même que la préfecture ne fasse le sien. Des dizaines d'habitants n'ont pas voulu jouer ce jeu forcément perdant et nombre de lieux déjà détruits ne font

même plus partie des espaces à négocier. Le tri de la préfecture fera le reste pour figoler la sélection.

En guise de solidarité de tous envers tous, il ne reste plus aux plus ambitieux qu'à tenter de sauver leur peau en se fondant toujours plus dans les attentes de l'État pour avoir une bonne note à l'examen de passage. On n'hésite plus à démontrer qu'on s'est mis au diapason de la normalisation industrielle en « puçant » ses brebis, en annonçant un bâtiment de transformation « aux normes », en affirmant participer d'une « économie sociale et solidaire », etc. Après avoir imposé en interne le nettoyage de la route des chicanes, en janvier, certains exigent désormais l'enlèvement des barricades pour plaire à la préfecture, pourtant ultimes outils de résistance pour les expulsés et expulsables, mais qui gênent le processus de négociation de ceux qui se croient « régularisables ».

### **Double discours**

La rupture de solidarité engagée par les « régularisables » n'en est que plus ignoble quand elle se double d'un discours qui tente d'expliquer rationnellement pourquoi l'Est a été entièrement détruit et pourquoi l'Ouest reste globalement indemne. On nous explique ainsi que l'État s'en est pris aux « plus faibles », sous entendu « nous, qui avons encore sauvegardé nos lieux de vie sommes dotés d'un capital social et d'une intelligence tactique qui nous rendaient plus difficilement attaquables, il faut donc nous suivre ».

L'opération militaire a pourtant pris soin de montrer que l'État pouvait tout détruire s'il le voulait. Ce que ces négociateurs ne voudront jamais retenir c'est qu'ils ne sont pas les « plus forts » mais simplement les pantins de l'État, qui avait besoin d'eux dans son opération de communication. Macron avait besoin de montrer sa capacité à rétablir l'« ordre républicain ». Mais pour le faire et ne pas donner le sentiment que l'« ordre républicain » se confond avec un État fasciste, il avait besoin d'idiots utiles, de sauver quelques personnes du carnage, de faire de la ZAD un espace labellisé « transition écologique » par M. Hulot en personne. N'en doutons pas, l'opération sera parfaitement réussie de la part de l'État. Il y aura des couleuvres dures à avaler pour quelques régularisables non-régularisés, mais la solidarité réduite à ce petit groupe devrait tout de même suffire à se satisfaire de cette « petite victoire ».

La richesse en capital social de cette bande de négociateurs leur permet aujourd'hui de mobiliser nombre de soutiens dans la classe « intellectuelle », qui se répandent sur la toile pour défendre leur intelligence tactique. On veut nous convaincre qu'il fallait être pragmatique et qu'il n'y avait rien d'autre à gagner que quelques fermes normalisées « transition écologique ». Et, en effet, ces apprentis-négociateurs redoublent d'efforts depuis des années pour défendre leur intelligence tactique. Depuis des années, on nous rabâche les oreilles sur le fait que la « composition » est une formidable aventure humaine où les désaccords politiques se travaillent, où chacun fait un pas vers l'autre, où l'unité ne se fabrique pas sur la base du moins-disant mais qu'elle est un processus vertueux qui gagne en radicalité.

Derrière ce beau récit, les masques tombent quand l'État s'impose par la force. On découvre alors qu'un des paysans historiques de la ZAD, tout heureux de négocier avec l'État la réappropriation de sa ferme et qu'on imaginait positivement perturbé par la capacité des zadistes à bricoler des vies hors de l'État de droit, affirme froidement en assemblée qu'il n'a jamais été contre l'État, qu'il a toujours assumé que sa ferme avait besoin de l'État pour exister... Et l'on découvre que les seuls à avoir fait un pas vers l'autre dans ce travail de composition ne sont donc que ces zadistes-négociateurs, qui après 10 ans de composition ont troqué leur costume de black bloc pour trouver une place dans les couloirs de la préfecture. Voilà donc l'âge adulte de la contestation enfin advenu.

On veut désormais nous faire croire que la négociation elle-même est une ruse tactique, qu'on va enfumer l'État. On a certes rempli des formulaires, mais tout ça c'est pour fabriquer le « manteau », cette entité collective qui aura légitimité à gérer les terres de la ZAD (une partie au moins), et que, sous le manteau, le « corps » sera protégé, c'est-à-dire qu'on pourra reprendre nos activités illégales au nez et à la barbe d'une administration qui n'y aura vu que du feu... Preuve de notre intelligence tactique, mais aussi sa contre-partie, c'est qu'il ne faut pas parler de ces activités illégales. Il ne faut pas dire pourquoi elles le sont, surtout ne pas remettre en question la normalisation industrielle des activités agricoles imposée par l'État, au risque de dévoiler trop notre jeu. Il ne faut donc plus que notre lutte fasse apparaître son sens profond pour que la manœuvre ait une chance de réussir. Et, de toute manière, si on reprenait le sens initial de la lutte « contre son monde » qui s'est incarné dans les vies en sécession déployées depuis 10 ans sur la ZAD, personne ne le comprendrait et on aurait plus assez de soutien pour tenir un rapport de force. Il faut donc être pragmatique. Mais ne vous inquiétez pas, on cache notre jeu et on rebondira plus fort...

### **Limites de la « zone »**

Les moins fiers de ces basses manœuvres, mais tout de même convertis au pragmatisme négociateur, ne sont pas en reste pour contrer l'outrecuidance « donneuse de leçons » d'une critique de la stratégie en cours. Il faut donc nous convaincre qu'il n'y avait rien d'autre à faire. Vous qui êtes plus malins que tout le monde, qu'auriez vous fait de mieux que de négocier ? Et voilà qu'on nous targue de « complaisant défaitisme » qui empêcherait les « radicaux » de se satisfaire d'une petite victoire.

Oui, en effet, la force de l'État ne permettait pas de rêver aux grands soirs. En effet, même si l'histoire de la ZAD depuis 10 ans a suscité la mobilisation de quelques milliers de soutien, cela reste bien trop faible pour affaiblir radicalement les prétentions de l'État à administrer nos vies. Mais il n'y a là rien de neuf. C'est la réalité que nous vivons chacun dans nos fermes de manière isolée et encore plus faible. Rien de neuf dans le fait que nous apprenons chaque jour dans nos fermes à ravalier nos prétentions et à trop souvent nous mettre aux normes à contrecœur après avoir résisté jusqu'à épuisement. En effet, les défaites nous les côtoyons tous les jours, sans complaisance, mais avec une rage rentrée. Et c'est cette rage qui nous anime aujourd'hui pour construire un collectif capable de tenir un rapport de force avec l'État, contre ses normes et pour nous donner une chance de moins nous mettre à genoux.

Et c'est justement parce que nous n'en pouvons plus de nous mettre à genoux, et que nous connaissons si bien les lâchetés du syndicalisme en général et de la gauche paysanne en particulier, qu'il n'est plus question de faire face à l'État pour finir désarmés dans un bureau de négociation. Rien n'a jamais été obtenu en négociant, sinon de fausses victoires toujours là pour préserver les intérêts du capital et satisfaire les syndicalistes prompts à prendre des vessies pour des lanternes pour se faire mousser avec cette efficacité pragmatique.

Cette tartufferie des négociations montre ses effets tous les jours dans les campagnes. On le mesure peut-être plus qu'ailleurs dans le cadre de la lutte contre les pesticides. Récemment encore les antipesticides négociateurs pouvaient se réjouir d'avoir obtenu à l'échelle européenne l'interdiction de quelques néonicotinoïdes tueurs d'abeilles. Mais cette interdiction est un cache-sexe d'une industrie mortifère qui déverse déjà ses nouvelles molécules pas encore interdites ou qui confectionne les robots désherbeurs de demain qui remplaceront les paysans dans les campagnes. 30 ans de négociations implacables ont permis d'obtenir l'interdiction de près de 100 molécules, alors que dans le même temps la consommation de pesticides augmentaient de 15 000 tonnes par an. Les « petites victoires » font les grandes défaites et il y a toujours des écologistes et des syndicalistes pour s'extasier de leur propre pragmatisme.

## **Mais que fallait-il faire donc, si tout est toujours perdu d'avance ?**

La suite de la résistance à Notre-Dame-des-Landes aurait toutefois pu prendre une autre tournure si les futurs négociateurs avaient pris le temps de se nourrir de 6 ans de réelles victoires. Avoir repoussé l'emprise étatique durant tout ce temps est déjà une victoire en soi. Il était tout entier là l'esprit de la lutte auquel il fallait donner une suite. Au lieu de quoi les négociateurs ont préféré défendre un simple territoire, une « zone », au prix de se conformer aux normes qui aménagent les « zones ».

Engager le conflit sur le terrain de la légitimité de l'illégalité vécue pendant 6 ans aurait permis de repartir de la condition commune qui est faite aux agriculteurs, d'y trouver des alliances pour déplacer la lutte contre les administrations et de ne pas s'enfermer dans un territoire d'exception qu'il fallait à tout prix défendre.

Il y a de l'indécence de la part des négociateurs à imaginer rester sur « zone » quand ils ont pu s'y installer grâce à la solidarité permanente qui s'y est développée et qu'ils vont pouvoir y rester parce qu'ils ont rompu cette solidarité. Une indécence d'autant plus grande, et dérisoire, que ce qui va s'y gagner, c'est la simple possibilité de s'installer en agriculture sur quelques hectares. Chose qui peut se faire partout en France d'autant plus facilement que les fermes se transmettent par milliers ces temps-ci et qu'il n'y pas besoin de mobiliser des dizaines de milliers de personnes pendant 6 ans pour rendre ces simples transactions financières possibles. Il y a même une agence immobilière – Terres de lien – qui joue très bien ce rôle de favoriser des installations labellisées « transition écologique ».

Mais pour qu'un tel chemin fût emprunté, il aurait fallu que, durant ces 6 ans, le développement des rapports de classes ne vienne pas désamorcer les élans de solidarité. Au point, presque anecdotique, que les « richesses » accumulées majoritairement à l'Ouest sous forme de dons à la lutte durent être régulièrement négociées au prix d'humiliations pour pouvoir passer partiellement à l'Est.

C'est une nouvelle fois avec une rage trop rentrée que l'on constate que sur la ZAD se rejoue en accéléré l'histoire de la gauche paysanne. Une histoire entamée par un syndicalisme de lutte incarné par les paysans travailleurs dans les années 1970 et qui s'est échouée dans les bureaux des ministères sous la bannière Confédération Paysanne. Une histoire qui a permis à l'État de faire de la gauche paysanne l'idiot utile des mutations incessantes des politiques agricoles qui, depuis plus de 20 ans, ont besoin d'apparaître sous le label « transition écologique » pour rendre acceptable l'accélération, tout aussi incessante, de l'industrialisation des campagnes. Une histoire qui a vu en 2017 la Confédération Paysanne abandonner à une lutte solitaire l'un de ses anciens porte-paroles qui dénonçait la supercherie des dispositifs de traçabilité auxquels il refusait de se conformer parce qu'il avait compris qu'ils n'étaient que le cache-sexe de l'industrialisation permanente. Une histoire de rage isolée, soldée par un assassinat d'État le 20 mai 2017 sur un chemin de Saône-et-Loire. L'État ne gère pas la « sécurité sanitaire » seulement en abattant les troupeaux mal conformés, il gère la colère en éliminant ceux qui la portent : HP ou balles de gendarmes, c'est selon...

Et comment nous épargner le dégoût de voir certains zadistes afficher publiquement le puçage de leur brebis quand des dizaines d'éleveurs en France continuent à résister à cette obligation normative ? Elle est belle la ZAD ! Mère et modèle de toutes les luttes depuis des années, à se mettre à genoux sans avoir même fait le geste d'entamer un rapport de force avec les administrations agricoles. On y est quand même content de s'être fait des Copains pour nous ramener à la raison à temps et d'annoncer que s'il doit y avoir reconstruction il faudra désormais le faire en respectant les Plans Locaux d'Urbanisme. Ces mêmes PLU qui interdisent partout aux

petits paysans mal conformés de prétendre construire leur habitation sur leur ferme, mais qui heureusement permettent aux porcheries industrielles d'embellir les campagnes.

Dans cette tragi-comédie des fausses victoires, il ne manquait plus aux négociateurs que de faire jouer leur richesse en capital social pour mobiliser le soutien d'une kyrielle d'experts patentés en « transition écologique » issue de la gauche rurale<sup>2</sup>. Les voilà tous en chœur proposant leur service pour crédibiliser les PDE<sup>3</sup> des zadistes, en créant un Comité d'Accompagnement et de Conseil auprès de l'État et de ces mêmes zadistes. Il fallait bien, en effet, quelques dizaines de gauchistes salariés de l'État pour finir de mépriser toutes celles et ceux, dont nous sommes, qui n'en peuvent plus de se rendre présentables auprès des administrations agricoles et qui ont longuement éprouvé qu'une résistance ne se menait pas en légitimant l'ennemi.

Nous ne voyons pas aujourd'hui d'autres possibilités pour redonner un sens politique à la ZAD, et ailleurs, que de soutenir celles et ceux qui tentent de reconstruire ce qui a été détruit et d'occuper partout les administrations agricoles. Il n'y a rien à y négocier, simplement les dissuader d'organiser le ménage des champs.

**Quelques agriculteurs et agricultrices du collectif contre les normes,  
Le 14 mai 2018**

---

2 Appel publié sous le nom « Pour un projet coopératif d'avenir qui respecterait le bien commun et la biodiversité et permettrait une désescalade à Notre-Dame-des-Landes », signé par des dizaines d'agronomes, professeurs, agriculteurs, ingénieurs...

3 Plan de Développement Économique, sésame normatif auquel tous les candidats agriculteurs doivent se conformer pour avoir le droit de l'être.